

Jean CHIAMA, Jean-François SOULET,
*Oppositions et révoltes en URSS et dans
 les démocraties populaires de la mort de
 Staline à nos jours*, Paris, Éditions du
 Seuil, 1982, 500 p.

Voulant inaugurer une nouvelle « science » — la dissidentologie —, J. Chiama et J.-F. Soulet se sont montrés soucieux de méthode et se sont penchés longuement sur la perception et la définition du phénomène dissident. Évitant les écueils politiques et les ressacs historiques, ils en proposent essentiellement une caractérisation sociologique. Pour eux, détourner les lois, ne pas être au Parti, croire en Dieu, vendre des jeans, se suicider, faire du trafic de devises, colporter des anecdotes, diffuser des revues samizdat, faire la grève, écouter des radios étrangères, faire partie d'un comité de défense des droits de l'homme, etc., apparaît comme autant de phénomènes marqués du sceau de la dissidence. La terminologie elle-même témoigne au cours de l'ouvrage de la ductilité d'un tel concept : (signes de) mécontentement, dissidence, résistance, révolte, (mouvement de) protestation, hostilité (généralisée au non), contestation (ouverte ou non), délits (économiques), opposition (parfois oppositions ou « opposition ») sont autant de termes, employés indifféremment.

Notons qu'une telle caractérisation est tellement générale qu'elle possède une souplesse susceptible de restituer certaines spécificités. Cet angle de perception permet d'évoquer l'amphibologie du discours qu'ont fait naître ces sociétés, et perçoit que certains phénomènes sont à considérer comme autant de langages, de modes d'expression possibles. Enfin, elle permet également de montrer que le phénomène dissident ne réside pas dans un nombre variable et limité d'individus porteurs d'une conscience radicalisée, mais qu'il est un reflet des processus sociaux réels que le « dégel » post-stalinien a révélés.

Cependant, la logique et le problème de traitement qu'une telle approche suscite

méritent d'être interrogés. Ce qui frappe tout d'abord, c'est l'inversion qu'elle opère par rapport à celle qu'en donne le pouvoir : si la règle d'or de ce dernier est de ne jamais généraliser et d'insister à outrance sur l'aspect marginal de tout phénomène « négatif », la règle inverse est ici adoptée ; si, pour le pouvoir tout dissident est un hooligan, ici tout hooligan est un dissident.

Un concept aussi large n'apparaît-il pas tout autant comme un prisme déformant ? Car si l'on applique à la lettre la caractérisation qui nous est proposée (et qui semble davantage décrire une partie de ce qu'on appelle les « dysfonctionnements » du système), on aboutit logiquement à un paradoxe difficilement soutenable : les sociétés de l'Est toutes entières sont des sociétés en dissidence. Peut-on véritablement qualifier le haut fonctionnaire du Parti (qui fraude et détourne les lois) ou la femme de ménage dans le métro (qui écoute et raconte des anecdotes politiques) de dissidents ? Si tel est le cas, une analyse de la dissidence ne serait autre chose qu'une analyse de ces sociétés. Or, à l'exposé des faits, les auteurs ne garderont aucune trace d'une telle perception : le quotidien s'y trouve évacué au profit d'une évocation chronologique de ce qui constitue des « événements », l'individu au profit d'un collectif (la classe ouvrière) ou d'un porte-parole prestigieux (Sakharov).

Comment expliquer alors que ces sociétés, dont le pourcentage de « dissidents » avoisinerait celui de la participation aux élections officielles, ne connaissent que ces secousses périodiques avortées qui forment ici l'essentiel d'un récit tantôt détaillé à l'extrême, tantôt oublieux de façon incompréhensible ? Comment expliquer qu'aucun lien ne soit matérialisé entre cette donnée contestataire et la dissidence, comprise cette fois sous ses deux acceptions en russe : « Celui qui pense autrement » (*inakomyslajaščij*) et « celui qui semble destiné à la prison » ? Quand et pourquoi cette marginalité est-elle remise en cause, dans quel cas de figure le triangle des relations parti-État/masses/intellectuels oppo-

sants, véritable nœud gordien pour ces derniers, se trouve-t-il brisé ? On peut regretter que ce problème, essentiel face à la problématique introductive des auteurs, ne soit évoqué que dans une note où J. Chiama remarque qu'une « alliance entre ouvriers et étudiants constitue un événement intéressant et quasiment inédit »...

Enfin, la confrontation du concept au récit, de la méthode au traitement révèle une autre équivoque, suscite d'autres interrogations. Si tout comportement non normatif (et où se situe la « norme » quand ces comportements sont le fait de l'écrasante majorité de la population ?) relève de l'opposition, alors quel en est l'objet ? A quoi s'opposent ceux qui en font montre ? Au régime ? A de « mauvais » dirigeants ? Au système économique ? Au pays frère ? A eux-mêmes ? Le fait qu'une réponse catégorique ne puisse être donnée revient à poser le problème d'un traitement systématisé des sociétés de l'Est dans leur ensemble et de leurs formes de dissidence. D'ailleurs les opposants des minorités nationales en URSS ne le montrent-ils pas à refuser l'étiquette de « dissident » pour adopter celle de « résistant » ?

A centrer la problématique sur l'idée implicite d'une lutte irréductible « dominants/dominés », à ne pas restituer les ambiguïtés et les équivoques, l'apport spécifique que la dissidence offre au travers de sa lutte se trouve en partie occulté. Si la vulgate politique occidentale a voulu faire des dissidents les symboles d'une rupture totale avec le passé, leurs activités et leurs réflexions ont plutôt donné à voir « des militants de la mémoire », dont le quotidien est tissé de façon serrée avec l'Histoire. De même, leur rejet de la politique aurait demandé à être interrogé. Bien loin de relever d'une démarche tactique, celui-ci semble exprimer un déplacement vers la politique, où l'indifférence à l'individuel y côtoie la gravité du quotidien restituée, mais montre surtout un rapport intense tissé entre leur propre rénovation morale et la transformation de toute la vie de la société.

TSUP → 881